

Le terme paysage a été défini dans la convention européenne comme étant « *une partie du territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations.* ». Le paysage est également reconnu juridiquement « *en tant que composante essentielle du cadre de vie des populations, expression de la diversité de leur patrimoine commun culturel et naturel, et fondement de leur identité* ».

L'élaboration d'un document d'urbanisme est un moment privilégié pour s'interroger sur les composantes, les atouts d'un territoire et leurs évolutions. Cette réflexion englobe des préoccupations d'ordre varié: esthétique (cadre de vie), patrimonial (conservation des biens communs); social (procurer du bien être); économique (valoriser une ressource) ou écologique (gérer la biodiversité) qui façonnent les paysages.

Au-delà des éléments à prendre en compte réglementairement, il s'agira de veiller à enrichir la connaissance et l'attention portée au territoire par des études ou des recherches au niveau local.

### 1. Respect de l'identité paysagère

La prise en compte de la qualité des paysages et la maîtrise de leur évolution dans les documents d'urbanisme sont une obligation réglementaire depuis la loi sur la protection et la mise en valeur des paysages du 8 janvier 1993.

Le document d'urbanisme doit veiller à ce que le développement urbain du territoire permette de préserver la qualité des paysages ou bien de reconquérir des paysages dégradés. Dans tous les cas, il s'agit d'ancrer les projets dans le territoire de manière harmonieuse en préservant son identité et en luttant contre la banalisation. Outre les enjeux importants pour le paysage que sont la localisation des projets, une définition soignée des espaces à urbaniser, un traitement de qualité des espaces publics et des zones artisanales seront à appréhender.

Les paysages caractéristiques devront être pris en compte par le document d'urbanisme et des prescriptions devront être mises en œuvre dans les PLU(i) afin de favoriser le maintien des motifs paysagers singuliers comme les murets, les arbres isolés ou les haies et de créer de nouveaux maillages en lien avec la Trame Verte et Bleue.

Un [atlas régional des paysages](#) par département a été élaboré de 2003 à 2008 par la [DREAL](#) Languedoc Roussillon.

Chaque atlas départemental comprend quatre parties :

- L'organisation des paysages,
- Les fondements des paysages,
- Les unités de paysage,
- Les enjeux majeurs.

La synthèse régionale ne représente qu'une infime partie de l'Atlas et s'organise en deux parties :

- Partie 1 : une vision unifiée de l'organisation des paysages à l'échelle du Languedoc-Roussillon, rassemblant les grands ensembles et les unités de paysage de chaque département dans un même tout régional ;
- Partie 2 : des objectifs de qualité paysagère possibles pour chaque grand type de paysage régional, à partir des enjeux majeurs tels qu'ils ont été identifiés dans les atlas départementaux. Cette synthèse fait émerger les synergies possibles entre territoires, qui partagent des enjeux communs au-delà des limites administratives.

**Le PLU devra tenir compte des enjeux attachés aux unités paysagères répertoriées dans l'Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon sur son territoire et des enjeux majeurs d'aménagement qualitatif pour lesquels il est concerné.**

Cet atlas est accessible en ligne sur le site internet de la DREAL Occitanie

<http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/atlas-des-paysages-r5628.html>

Les données géographiques produites par l'État sur la région Occitanie sont disponibles sur la plateforme PICTO (Portail Interministériel de la Connaissance du Territoire en Occitanie).

<http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/la-plate-forme-picto-occitanie-a22628.html>

**Pour l'ensemble de la commune, le document d'urbanisme s'attachera à révéler les structures constitutives du paysage et à les utiliser comme lignes directrices, à mettre à jour les éventuelles faiblesses qualitatives du paysage, à proposer des solutions d'amélioration et à tirer parti des valeurs paysagères du territoire.**

**La préservation des paysages se traduira par une économie des espaces non urbanisés conformément à l'esprit des lois SRU, Grenelle 1 et 2, MAP, ALUR et ELAN.**

## 2. Patrimoine à protéger, au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme

L'article L.151-19 du Code de l'urbanisme indique que « *le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation.* »

La protection peut s'appliquer à des espaces boisés, prairies, berges, zones humides, quartiers, ensembles homogènes, bâtiments militaires, religieux mais également des fermes, bâtiments à usage artisanal ou industriel, villas d'un type architectural particulier.

Les éléments plus ponctuels peuvent également faire l'objet de cette protection avec les arbres, haie, trame végétale, mare, chemin, muret, clôtures, terrasse, statue, fontaine, ancienne cheminée, espace public, vestiges archéologiques, façades, éléments de modénature... mais non les intérieurs.

L'utilisation de cet article nécessite une justification dans le rapport de présentation du PLU.

Une fois justifié, chaque élément identifié doit :

1/ être repéré graphiquement. Le repérage peut se faire sur le plan de zonage par le biais d'une étoile, d'une croix... ou d'un périmètre dans le cas d'un élément dépassant le simple édifice ou arbre affecté d'un numéro qui doit permettre de le repérer par la suite.

2/ et faire l'objet d'une fiche descriptive permettant de justifier les mesures de protection.

C'est grâce à cette identification que les demandeurs sauront que tous les travaux nécessiteront une déclaration préalable et/ou un permis de démolir.

Dans certains cas, la commune peut estimer que l'identification n'est pas suffisante et qu'il est utile de mettre dans le document d'urbanisme les prescriptions qui vont s'appliquer à l'élément remarquable. Les prescriptions doivent être insérées dans le règlement pour avoir leur efficacité réglementaire et s'imposer aux demandeurs. Si les prescriptions ne sont marquées qu'au niveau des fiches descriptives, elles auront valeur de recommandations que ni le demandeur, ni l'autorité compétente ne sera obligée de suivre.

La commune d'Aubais présente un patrimoine bâti de qualité dans le centre ancien (église, temple, croix, halle couverte, maisons vigneronnes, murs de clôture, ...) mais aussi un patrimoine rural intéressant et non protégé sur l'ensemble du territoire de la commune : des puits, de nombreuses capitelles (environ 150) dont une cinquantaine sont en bon état et parmi elles, une vingtaine qui pourrait bénéficier d'une identification au titre du PLU. Ce patrimoine pourra être recensé afin de définir des objectifs de préservation de mise en valeur.

Il serait également utile de consulter les ressources suivantes :

- le service de l'inventaire du patrimoine culturel de la région Occitanie (si une campagne d'inventaire du patrimoine a été réalisée sur le canton)
- l'Atlas des paysages du Gard (<http://paysages.languedoc-roussillon.developpement-durable.gouv/>),
- le rapport du PETR Vidourle Camargue
- les associations locales.

### 3. Monuments historiques

#### 3.a - Immeubles classés et inscrits au titre des monuments historiques

**Rappel :** le classement et l'inscription des monuments historiques sont constitutifs de servitudes d'utilité publique de catégorie AC1 devant être annexées à votre document d'urbanisme.

Un monument historique est un monument ou un objet qui a été classé ou inscrit comme tel afin d'être protégé, en raison de son intérêt historique, artistique et architectural. La loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques établit les niveaux de protection en deux catégories d'édifices :

Les immeubles dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public sont classés comme monuments historiques en totalité ou en partie par les soins de l'autorité administrative.

L'immeuble classé au titre des monuments historiques ne peut être détruit ou déplacé, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, sans autorisation de l'autorité administrative.

Les immeubles ou parties d'immeubles publics ou privés qui, sans justifier une demande de classement immédiat au titre des monuments historiques, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation peuvent, à toute époque, être inscrits, au titre des monuments historiques, par décision de l'autorité administrative.

L'inscription au titre des monuments historiques est notifiée aux propriétaires et entraînera pour eux l'obligation de ne procéder à aucune modification de l'immeuble ou partie de l'immeuble inscrit, sans avoir, quatre mois auparavant, avisé l'autorité administrative de leur intention et indiqué les travaux qu'ils se proposent de réaliser.

Le territoire communal est concerné par les Monuments Historiques suivants :

- Le corps principal du château avec sa terrasse ouest et son mur de soutènement ainsi que le rez-de-chaussée des ailes en retour (cad. A 1152, 1155, 1157, 1162 à 1167, 1171, 3116, 1141, 1143 à 1147, 1168) : Inscription par arrêté du 18 mai 1998 (**pièce jointe 1.1**)
  - Le pavillon central abritant l'escalier monumental (cad. A 1164) : classement par arrêté du 8 mars 2010.
- Le sol du plan taurin (non cadastre), situé place du Château, ainsi que les façades environnantes (cad. A 1035, 1161, 1164 à 1168, 2801, 2802) : Inscription par arrêté du 30 septembre 2003 (**pièce jointe 1.2**)
- En totalité, la chapelle Saint-Nazaire de Merissargues ainsi que l'ensemble des vestiges archéologiques attenant y compris le sol des parcelles B 1682 et 1683 : Inscription par arrêté du 15 septembre 2016 (**pièce jointe 1.3**)

Chaque édifice classé ou inscrit au nombre des monuments historiques déploie autour de lui un rayon de protection automatique de 500 mètres.

L'Atlas des patrimoines développé par le ministère de la Culture et de la Communication vous propose une cartographie des périmètres de protection des monuments historiques : <http://atlas.patrimoines.culture.fr>

#### 3.b - Abords des monuments historiques

##### Proposition de périmètres délimités des abords (PDA) :

La commune possède trois monuments historiques classés et inscrits au titre des monuments historiques. Ces édifices, dont deux sont situés dans le centre bourg (château et plan des arènes) et un troisième dans un secteur principalement agricole et naturel (chapelle), sont protégés par un périmètre de protection d'un rayon de 500m.

A l'occasion de l'élaboration, la révision ou la modification d'un plan local d'urbanisme, un périmètre délimité des abords (PDA) peut être proposé à la commune par l'architecte des bâtiments de France. L'objectif du PDA est de substituer au périmètre automatique de protection de 500 mètres un périmètre adapté aux réalités urbanistiques, paysagères et patrimoniales du territoire environnant le ou les monuments, et d'exclure les zones d'urbanisation récentes ne présentant pas d'intérêt et de concentrer les efforts sur les zones à enjeux patrimoniaux.

**Dans le cadre de la révision n°2 du PLU d'Aubais, l'architecte des bâtiments de France propose 2 Périmètres Délimités des Abords (PDA), un PDA pour la zone du château et du centre ancien et un autre pour le secteur autour de la chapelle.**

### L'intérêt du PDA

La loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques a été complétée par la loi du 25 février 1943 qui institue le régime juridique dit « des abords ». Ce régime a évolué en 2000 et 2005 afin de permettre la modification de ces périmètres et leur adaptation aux enjeux patrimoniaux des territoires concernés.

La loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) du 7 juillet 2016 clarifie ce régime de protection (article L.621-31 du code du patrimoine).

Le Périmètre Délimité des Abords (PDA) vise à redéfinir un périmètre qui forme avec un monument historique un ensemble cohérent ou qui est susceptible de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur. La proposition de périmètre délimité des abords tient compte du contexte architectural, patrimonial, urbain ou paysager. La protection au titre des abords s'applique ensuite à tout immeuble, bâti ou non bâti, situé dans le périmètre délimité en fonction des enjeux patrimoniaux, tous les travaux susceptibles de modifier l'aspect extérieur d'un immeuble bâti ou non bâti sont soumis à une autorisation préalable et à l'accord de l'architecte des Bâtiments de France.

La procédure du PDA peut être menée en parallèle de la procédure de révision du PLU avec enquête publique conjointe.

### Rappel des grandes étapes de cette procédure :

(cf. **pièce jointe 2** - schéma via la procédure document d'urbanisme)

- ① Arrêt du PLU
- ① Avis de l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme sur le projet de PDA proposé par l'ABF (Délibération du Conseil Municipal)
- ① Enquête publique conjointe PLU et PDA organisée par la collectivité compétente en matière d'urbanisme incluant la consultation du propriétaire ou de l'affectataire domanial MH par le commissaire enquêteur (art. R621-93)
- ① Modification définitive éventuelle du PDA suite aux conclusions du CE
- ① Accord de l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme sur le PDA (délibération)
- ① Arrêté préfectoral (Préfet de Région) notifiant la création du PDA (art. R621-94)
- ① Mesures de publicité (art. R-621-95)
- ① Annexion du PDA au PLU (art. R-621-95)
- ⌚- Le PDA est opposable aux tiers selon les règles applicables aux actes des collectivités territoriales.

**La protection au titre des abords a le caractère de servitude d'utilité publique** affectant l'utilisation des sols dans un but de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel, sa nomenclature est **AC1**.

#### 4. Superposition des servitudes (art. L.621-30 et L.632-3 du code du patrimoine)

La loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), promulguée le 7 juillet 2016, prévoit de nouvelles dispositions en matière de superposition des servitudes d'utilité publique. En effet, dans un souci de simplification, un nouveau principe s'applique : c'est la servitude la plus protectrice qui l'emporte. Ainsi, la servitude MH est supérieure à celle des abords et à celle des sites patrimoniaux remarquables, celle de ces derniers, supérieure à celle des sites inscrits et des abords qui eux-mêmes l'emportent sur les sites inscrits (sauf quand les 500 m s'appliquent et hors covisibilité).

Aussi, pour plus de clarté et de transparence pour le pétitionnaire comme pour le service instructeur, il serait souhaitable de reprendre sur le support de votre choix (document graphique « SUP », annexe des servitudes ou règlement du PLU) les commentaires (y compris le tableau) contenus dans cet article « 6 » sur la hiérarchie des SUP.

Superposition	Servitude prépondérante
Abords + SPR	Le SPR
Abords + site inscrit	Les abords
Abords + MH	Le MH
SPR + site inscrit	Le SPR
SPR + MH	Le MH
Abords + site classé	La demande au titre du site classé tient lieu d'autorisation pour les abords.
SPR + site classé	La demande au titre du site classé tient lieu d'autorisation pour le SPR.
MH + site classé	Les MH (avec avis site intégré dans la procédure). cf. loi biodiversité article 168.

#### 5. Label « Architecture contemporaine remarquable (ACR) »

Le décret n° 2017-433 du 28 mars 2017 relatif au label « Architecture contemporaine remarquable », a pour objet de préciser les modalités d'attribution du label. Ce label est attribué par décision motivée du préfet de région après avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture (CRPA) pour les immeubles, ensembles architecturaux, ouvrages d'art et aménagements de moins de cent ans dont la conception présente un intérêt architectural ou technique suffisant (art. R.650-1 du c.p.). Le décret prévoit une obligation d'information du préfet de région par le propriétaire en cas de travaux sur le bien labellisé. Le label disparaît au bout de 100 ans, en cas de classement MH ou lorsque le bien est dégradé au point de perdre l'intérêt ayant justifié son attribution.

La Drac Occitanie est engagée dans la reconnaissance du patrimoine du XXe siècle par un label qui identifie les édifices et ouvrages les plus remarquables qui ont été réalisés dans le Gard sur cette période :

- L'œuvre de l'architecte Armand Pellier qui a été mise en valeur en 2011.
- La thématique des caves coopératives viticoles, a été traitée en 2013 avec l'attribution du label "Patrimoine du XXe siècle" à de nombreuses caves du Gard.
- En 2015, une étude raisonnée de la production architecturale des années 1950-1985 dans le département du Gard a permis la labellisation d'édifices représentatifs de l'architecture scolaire, de l'architecture privée, aussi bien que des châteaux d'eau construits par Guillaume Gillet ou de la station de Port Camargue. Plusieurs constructions remarquables de Joseph Massota, architecte majeur dans le Gard de la période 1965-1985.

La commune d'Aubais compte un édifice du XXe siècle labellisé et protégé. Il s'agit de :

Titre courant	Auteur(s)	Date de construction	Date de protection MH	Date LABEL	CRPS
Ancienne Cave coopérative d'Aubais ( <b>pièce jointe 3</b> )	Floutier Henri (architecte)	1939		14/02/2013	

<https://www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Occitanie/Ressources-documentaires/Lieux-et-structures-labellises-conventionnes-ou-soutenus/Architecture-contemporaine-remarquable>

En dehors du label ACR (anciennement "Patrimoine du XXe siècle"), d'autres labels et appellations sont mis en œuvre par le ministère de la Culture au niveau national, avec l'objectif de valoriser la diversité du patrimoine sur l'ensemble du territoire :

- label "Jardins remarquables"
- label "Maisons des illustres"
- label "Villes et pays d'art et d'histoire" (VPAH)

## 6. Archéologie

A ce jour, près d'une quarantaine d'entités archéologiques distinctes sont recensées sur le territoire de la commune d'Aubais ( **pièce jointe 4.1** ). La majorité attribuée au Néolithique ou à la période gallo-romaine.

Il convient de préciser que la mention de ces sites est largement insuffisante pour l'évaluation du risque archéologique encouru par les éventuels projets d'aménagement. Ceci ne représente que l'état actuel des connaissances sur la commune et ne saurait en rien préjuger de découvertes futures. L'existence de sites encore non repérés est probable.

Toute découverte fortuite de vestiges archéologiques doit faire l'objet d'une déclaration immédiate auprès du maire de la commune, conformément à l'article L.531-14 du code du patrimoine. Ce dernier doit ensuite en informer le service régional de l'archéologie (cf **pièce jointe 4.2** : document synthétisant les modes de saisine du service régional de l'archéologie dans le cadre d'aménagements).